



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
19 mars 2018  
Français  
Original : anglais

---

### **Lettre datée du 16 mars 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants des États-Unis d'Amérique, de la France, du Koweït, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous, membres soussignés du Conseil de sécurité, nous déclarons profondément préoccupés par les manquements à la résolution [2401 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité le 24 février 2018, notamment de la part de la République arabe syrienne et de la Fédération de Russie.

Dans cette résolution, le Conseil exigeait que toutes les parties cessent les hostilités sur l'ensemble du territoire syrien sans délai, s'abstiennent de lancer des attaques contre des civils et permettent d'acheminer durablement, en toute sécurité et sans entrave l'aide humanitaire et les services connexes et de procéder à des évacuations sanitaires sûres et sans conditions. Le 12 mars, le Secrétaire général, rendant compte au Conseil de l'application de la résolution [2401 \(2018\)](#), a noté que l'on constate, malgré l'appui unanime du Conseil en faveur de ce texte, des violations flagrantes, des attaques aveugles et le manque de protection des civils et des infrastructures civiles. Il a également indiqué que l'aide humanitaire et les services connexes n'avaient pu être assurés durablement, en toute sécurité ni sans entrave, qu'il avait été impossible de fournir cette assistance dans le délai de cinq heures imparti par la Russie, que la levée des sièges ne s'était pas produite et qu'aucune personne gravement malade ni aucune personne blessée n'avait été évacuée dans les 15 jours prévus. En résumé, la cessation des hostilités n'avait pas eu lieu.

Le Secrétaire général a fait observer que, en particulier dans la Ghouta orientale, les frappes aériennes, les bombardements et les offensives terrestres s'étaient intensifiées après l'adoption de la résolution [2401 \(2018\)](#) et qu'elles avaient fait plusieurs centaines de victimes. Il a indiqué que les autorités syriennes et leurs alliés avaient intensifié les frappes aériennes et lancé une offensive terrestre après l'adoption de la résolution [2401 \(2018\)](#) et que l'on continuait de faire état d'informations perturbantes concernant l'utilisation d'armes chimiques. Il a également indiqué que les autorités syriennes avaient non seulement poursuivi leur campagne de violences, mais encore délibérément entravé l'acheminement de l'aide humanitaire en retirant près de 70 % des fournitures médicales dans l'unique convoi qui avait eu accès à la Ghouta orientale depuis l'adoption de la résolution. Il a fait observer que l'Organisation attendait toujours l'autorisation d'achever l'approvisionnement de Douma, initialement autorisé par les autorités syriennes, et a souligné que l'acheminement de toutes les fournitures humanitaires voulues, y



compris les fournitures médicales et sanitaires précédemment retirées, demeurerait urgent, et devait avoir lieu sans délai.

En tant qu'États Membres de l'Organisation, nous devons veiller à l'application des résolutions du Conseil de sécurité. Ce dernier doit soutenir ses résolutions et s'assurer qu'elles ne soient pas vidées de leur sens, sans quoi la crédibilité du système international est en péril. Nous engageons tous les Membres de l'Organisation, en particulier la République arabe syrienne et la Fédération de Russie, en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, à s'acquitter pleinement de leurs obligations au titre de la résolution [2401 \(2018\)](#), dont l'application permettrait *ipso facto* de sauver des centaines, sinon des milliers, d'enfants, de femmes et d'hommes qui ont gravement souffert pendant les huit dernières années, durée du brutal conflit en Syrie.

Si les États Membres n'appliquent pas la résolution, il est impératif que le Conseil prenne immédiatement des mesures décisives pour parvenir à la cessation complète des hostilités partout en Syrie, pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et pour protéger le peuple syrien.

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Nikki R. **Haley**  
L'Ambassadrice  
États-Unis d'Amérique

(*Signé*) François **Delattre**  
L'Ambassadeur  
France

(*Signé*) Mansour **Alotaibi**  
L'Ambassadeur  
Koweït

(*Signé*) Karel **van Oosterom**  
L'Ambassadeur  
Pays-Bas

(*Signé*) Francisco **Tenya**  
L'Ambassadeur  
Pérou

(*Signé*) Joanna **Wronecka**  
L'Ambassadeur  
Pologne

(*Signé*) Jonathan **Allen**  
L'Ambassadeur  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord

(*Signé*) Olof **Skoog**  
L'Ambassadeur  
Suède